



Déclaration d'INEW

L'utilisation d'armes explosives lourdes au sein des villes dans le conflit au Haut-Karabakh doit cesser

6 octobre 2020

L'utilisation d'armes explosives lourdes dans les villes de Ganja et Stepanakert, ainsi que dans d'autres zones peuplées, dans le conflit du Haut-Karabakh, a tué et blessé de nombreux civils et détruit des infrastructures vitales.

Le réseau [INEW](#) appelle toutes les parties au conflit à cesser d'utiliser des armes explosives lourdes dans les villes et dans les zones peuplées en raison du risque élevé de dommages contre les civils et du risque d'augmentation du nombre de victimes civiles.

Selon [le Comité international de la Croix-Rouge](#), des centaines de maisons et d'infrastructures – dont des hôpitaux, des écoles, des routes, des réseaux d'électricité, de gaz et de communication – ont été détruits ou endommagés par des tirs d'artillerie lourde et par des attaques aériennes utilisant des missiles, obligeant les familles à fuir les villes et à trouver un abri.

Chaque année, des dizaines de milliers de civils sont tués et blessés par des bombardements et des pilonnages en zones urbaines et dans des zones peuplées, employant des armes conçues pour des champs de bataille ouverts. De nombreux civils souffrent de blessures qui changent leur vie et subissent les conséquences de la destruction des maisons, hôpitaux, écoles et services vitaux. L'utilisation d'armes explosives est également l'une des principales causes des déplacements forcés de populations, les civils fuyant pour se mettre à l'abri. Les munitions non explosées laissées sur place après un conflit entravent leur retour en toute sécurité.

Les bombardements et les pilonnages dans ces villes mettent en évidence la nécessité de nouvelles règles internationales contre l'utilisation des armes explosives lourdes dans les villes. Ces dernières ont des effets sur une vaste zone : elles produisent un effet de souffle ou projettent des fragments sur un large périmètre. Certaines tirent des munitions multiples qui couvrent une vaste zone, comme les systèmes de fusées à lancements multiples. D'autres encore sont imprécises et leurs effets s'étendent au-delà de leur cible. Lorsqu'elles sont utilisées dans des villes et des agglomérations avec une concentration de populations, le risque de dommages aux civils est grand.

"Le conflit dans le Haut-Karabakh est le dernier exemple en date montrant comment les bombardements en zones urbaines affectent les civils. Alors que le conflit s'intensifie, les belligérants utilisent des bombes lourdes, tuant et blessant des civils, détruisant des infrastructures vitales... Nous condamnons les bombardements et les pilonnages – et également l'utilisation de bombes à sous-munitions qui sont des armes interdites - qui ont des conséquences humanitaires dévastatrices sur les civils. Une déclaration politique internationale forte contre les bombardements en zones peuplées est nécessaire de toute urgence" rappelle Alma Al Osta, chargée de plaidoyer de Handicap International.



[Plus de 100 pays ont reconnu](#) les dommages sur les civils causés par l'utilisation des armes explosives dans les villes, les villages et autres zones peuplées. Les États ont entamé des discussions sur [l'élaboration de nouvelles normes internationales](#) afin d'adopter des

règles plus strictes contre les attaques à l'aide d'armes explosives lourdes dans les villes et autres zones peuplées, sous la direction de l'Irlande. [INEW appelle les États](#) à contribuer à l'élaboration d'une déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées.

Contact presse Handicap International : Audrey Janvier

T. 06 98 65 63 94

M. a.janvier@hi.org